



**Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Sous Direction de la Protection des Populations
Service de la Protection des Populations**

-
Installation classée
soumise à autorisation n°5214
-

Exploitant :
M. Maxime GRELLET

**Arrêté préfectoral n° 2013-DDCSPP-061
Instituant un périmètre de protection (servitudes d'utilité publique)
Sur le site ayant été exploité par M. Maxime GRELLET sur le territoire
de la commune de Vallenay, lieu-dit « Les Bois de Bigny »**

Le Préfet du cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V et notamment ses articles L. 515-8 à L. 515-12 et R. 515-24 à R. 515-31 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L. 126-1 ;

Vu la circulaire ministérielle en date du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005.1.633 du 1^{er} juin 2005 portant changement d'exploitant et imposant des prescriptions de remise en état et de surveillance de la décharge située à Vallenay ;

Vu le courrier de Maître MASSEREAU, avocat de M. Maxime GRELLET, en date du 14 janvier 2011 relatif à la notification de la mise à l'arrêté définitif de l'exploitation et à la proposition de servitudes d'utilité publique ;

Vu l'avis du service chargé de la sécurité civile en date du 23 juillet 2012 ;

Vu les avis de la direction départementale des territoires du Cher en date du 20 octobre 2011 et du 31 juillet 2012 ;

Vu les avis exprimés au cours de la consultation administrative ;

Vu l'avis du conseil municipal de VALLENAY ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 février 2013 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 14 mars 2013 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite à M. Maxime GRELLET en date du 18 mars 2013 ;

Considérant que les analyses effectuées dans la nappe d'eaux souterraines en aval hydraulique du site dans le cadre du suivi au long terme indiquent l'absence d'impact de la décharge sur les eaux souterraines ;

Considérant que la nécessité de mettre en place des restrictions d'usage sur le site afin de s'assurer de la maîtrise des usages et occupations des terrains concernés et qu'en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, cette maîtrise est obtenue par l'instauration de servitudes d'utilité publique ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant qui n'a formulé aucune observation,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1- Institution des servitudes

Il est institué des servitudes d'utilité publique au titre du code de l'environnement, concernant l'utilisation des eaux souterraines, du sol, interdisant et limitant le droit d'implanter certaines constructions ou de réaliser certains aménagements à l'intérieur d'un périmètre autour de l'ancienne décharge exploitée par M. Maxime GRELLET, au lieu-dit « Les Bois de Bigny » sur la commune de VALLENAY, à savoir la parcelle section B n°8 dans sa totalité (15 940 m²).

Le périmètre de ces servitudes est joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2- Servitudes relatives à l'usage des terrains

L'implantation de construction de tout bâtiment ou ouvrage, de tout terrain de camping ou de stationnement de caravanes est interdite.

ARTICLE 3- Servitudes relatives à l'usage du sol et du sous-sol

L'exploitation et la modification de l'état du sol ou du sous-sol sont interdites à l'exception :

- des travaux éventuels de remise en état des voies d'accès internes du site ;
- des travaux complémentaires éventuels de remise en état (notamment apports de terre végétale) ou de réimplantation de piézomètres de contrôle ;
- des amendements qui pourraient être nécessaires pour favoriser la végétalisation du site ;
- des travaux d'entretien du couvert végétal et des plantations ;
- des travaux d'extraction de déchets en vue de leur retraitement ;
- des travaux mis en œuvre pour pallier une contamination de la nappe souterraine.

ARTICLE 4- Servitudes relatives au droit d'accès et à la conservation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

L'accès au site par la route départementale n°3 (RD 3) est maintenu, afin de permettre si nécessaire les travaux et contrôles à effectuer sur le site par l'ancien exploitant, par le service de l'inspection des installations classées ou par tout service de l'État ou tout organisme délégué pour effectuer ces travaux ou ces contrôles.

Un droit d'accès et d'intervention aux ouvrages de surveillance des eaux est réservée aux personnes suivantes :

- tous les représentants de l'État ou des collectivités territoriales en charge du respect du présent règlement,
- tous les représentants de l'exploitant ou de l'organisme mandaté par ses soins,
- tout ayant droit futur désigné par les services de l'État.

En particulier ce dispositif comprend la possibilité d'implanter tout nouvel ouvrage de surveillance, ainsi que de protéger et d'entretenir, de procéder aux prélèvements en vue d'analyse et de combler les ouvrages de suivis existants et futurs potentiels.

Les ouvrages de surveillance sont conservés en l'état avec leurs dispositifs de protection.

L'accès aux installations utiles aux services d'incendie et de secours et aux réseaux de fluide appartenant à des tiers doit être maintenu.

ARTICLE 5- Servitudes relatives aux installations existantes

Les installations suivantes sont maintenues :

- la signalisation et l'information, à proximité immédiate du site ;
- la clôture de barbelés délimitant l'enceinte de la décharge ;
- le portail de fermeture cadenassé, à l'entrée du site, empêchant le passage de véhicules ;
- le fossé de collecte des eaux pluviales situé au Nord-est du site ;
- le confinement des déchets.

ARTICLE 6- Obligation d'information aux propriétaires successifs et aux occupants

Si la parcelle mentionnée à l'article 1 du présent arrêté fait l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, ou fait l'objet d'une cession à un tiers, le propriétaire est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire, par écrit, des dites servitudes.

ARTICLE 7- Levée des servitudes et changement d'usage

Les servitudes, ainsi que tous les éléments qu'elles comportent, ne pourront être levées que par la suite de la suppression des causes les ayant rendues nécessaires (c'est-à-dire après évacuation totale des déchets, absence de pollution du sol, du sous-sol et des nappes souterraines) où à l'issue d'études particulières permettant de démontrer la compatibilité de l'état du sol avec l'usage envisagé.

Tout type d'intervention remettant en cause les conditions de confinement, tout projet de changement d'usage des zones, toute utilisation de la nappe, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques (par exemple plan de gestion) garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés.

ARTICLE 8- Annexion des servitudes au Plan Local d'Urbanisme (PLU)

En application de l'article L.515-10 du code de l'environnement, les servitudes définies par le présent arrêté doivent être annexées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Vallenay, dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 9- Affichage

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Vallenay où elle pourra y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie du présent arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie de Vallenay pendant une durée minimale d'un mois. Le même extrait est publié sur le site Internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Un certificat constatant l'accomplissement des formalités sera adressé à la DDCSPP du Cher (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations- Sous- Direction de la Protection des Populations- Service de la Protection de l'Environnement)- Cité administrative Condé- 2, rue Victor Hugo- CS 50 001- 18003 BOURGES CEDEX.

Un avis sera inséré par les soins du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations et aux frais de M. Maxime GRELLET dans deux journaux d'annonces légales du département mentionnant le périmètre ainsi que les servitudes envisagées.

ARTICLE 10- Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 8

M. le Secrétaire Général, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, M. le Maire de Vallenay, M. le Responsable de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à M. Maxime GRELLET.

Bourges, le 4 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental et par délégation,
Le Directeur départemental adjoint,

Signé : Bertrand TOULOUSE

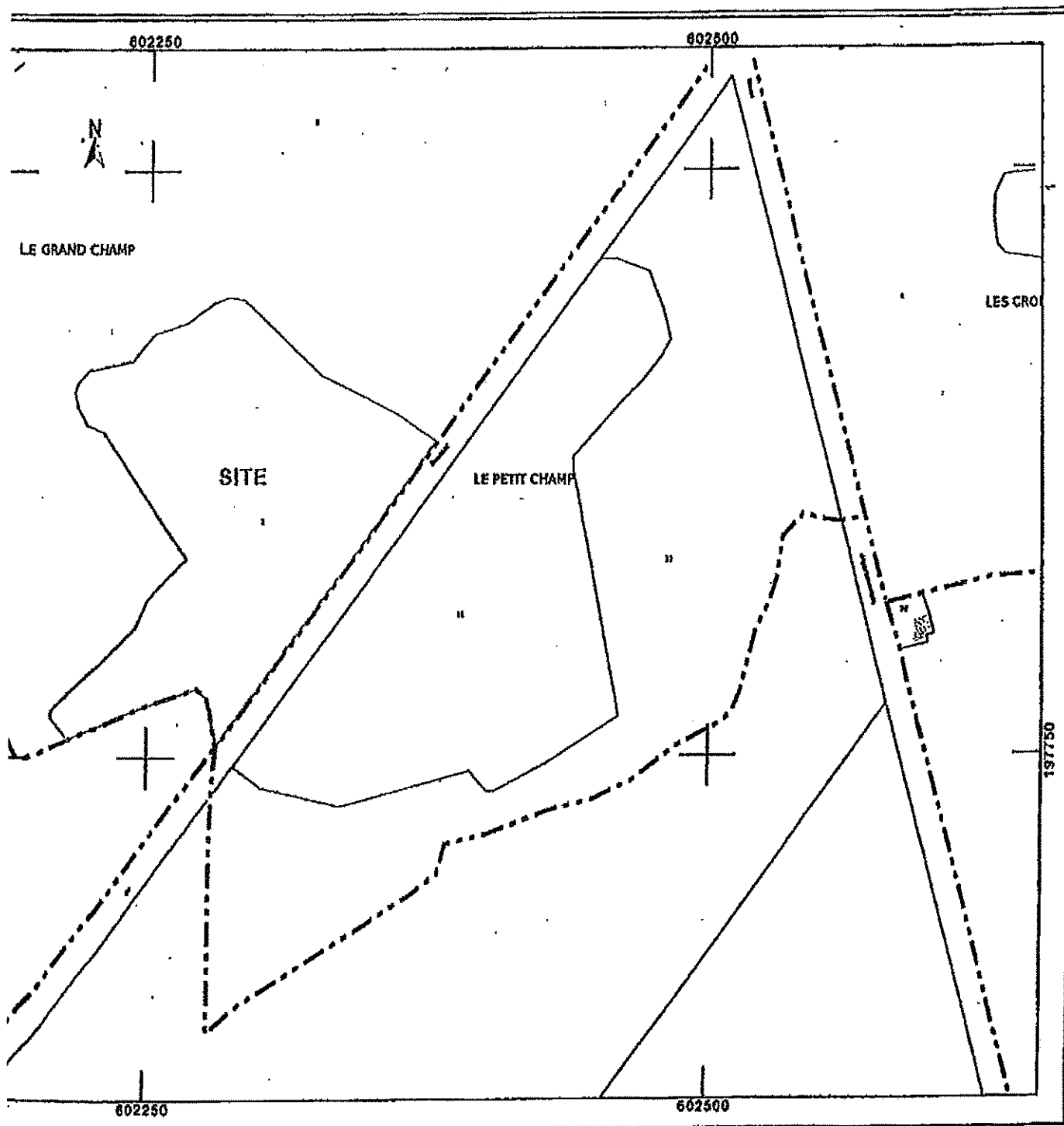


Figure 2 : localisation cadastrale du site (cadastre.gouv.fr)



Périmètre des servitudes

